

Ne payons pas leur crise... une fois de plus

Quand il y avait une faible croissance, on nous promettait son retour et « la fin du tunnel ». On disait aux chômeurs : « en attendant, prenez donc ce qui se trouve ». Aujourd'hui, la crise sous le signe de laquelle nous vivons depuis 1973, a pris un nouveau visage. Mais le pli est le même. Ce serait aux salariés de la payer. Les abonnés aux emplois précaires sont les premiers à trinquer, soit leurs CDD ne sont pas renouvelés, comme dans l'intérim, soit il est plus dur d'en décrocher un (explosion du chômage des jeunes). Contre tous ceux qui passent par le chômage, quelle qu'en soit la durée, le gouvernement Sarkozy en rajoute dans la culpabilisation et les menaces ; la suppression du RMI et de l'API est revendiquée ainsi par Sarkozy : « Celui qui n'accepte pas deux emplois au RSA, on lui coupe tout ». Ils fusionnent l'ANPE et les ASSEDIC dans Pôle-emploi pour imposer une offre « raisonnable » d'emploi qui obligerait à prendre n'importe quel emploi sous payé sous peine de radiation et d'absence d'allocation. L'usine à gaz de Pôle emploi a déjà commencé à faire peser cette logique à l'encontre des chômeurs : impossibilités de s'inscrire, retards de paiements, une plate forme téléphonique et des logiciels pour tout contact... Le MEDEF, en s'appuyant sur la CFDT, en remet une couche en réduisant les durées d'indemnisation du chômage par la prochaine convention UNEDIC.

Pourtant des résistances existent. Dans les villes quand les entreprises menacent de fermer, dans des manifestations, comme le 6 décembre dernier avec les mobilisations à l'appel des associations de chômeurs, de précaires, d'intermittents, ou encore comme le 29 janvier, avec ses immenses manif, jusqu'aux plus petites localités du territoire. Pour aller plus loin, la grande grève guadeloupéenne le montre, il est urgent de se rencontrer largement, chômeurs, précaires, salariés en poste, syndicalistes, associations, partis, parce qu'il est nécessaire de définir des objectifs de luttes communs. Dans ce but, nous avons pris l'initiative d'organiser des

Etats-Généraux de la précarité et du chômage, le 16 et 17 mai 2009. **Nous vous invitons à les préparer ensemble**

Aujourd'hui, les luttes risquent de rester séparées L'objectif de ces Etats Généraux est de réunir des salariés touchés ou menacés par les licenciements en cours, des chômeurs et des précaires pour identifier des intérêts communs. Ainsi le chômage pèse à la baisse sur les salaires, et si les salariés ne se mobilisent pas pour une indemnisation correcte du chômage, ils sont pénalisés lorsqu'ils perdent leur emploi. Alors que des mobilisations démarrent face aux licenciements, les chômeurs restent isolés, s'organisent peu. L'enjeu de ces Etats Généraux est de définir un cadre commun de revendications et de mobilisation. Nous ne partons pas de rien. Une Plateforme unitaire pour un *statut de vie sociale et professionnelle* garantissant un revenu décent pour tous et la continuité des droits sociaux (formation, retraite, logement, santé, papiers...) avec ou sans emploi a été adoptée en 2006 et signée par une quinzaine d'organisations, associations et syndicats.

Quatre axes de travail ont été retenus :

- Chômage, revenu, Unedic
- Sous emploi et précarisation de tous les aspects de la vie : emploi, logement, santé, papiers
- Précarité et chômage des jeunes, des femmes
- Lutttes contre les licenciements

Pour préparer ensemble les ateliers des États généraux, il vous est proposé de participer à un travail en amont. Des contributions de votre part (une page ou deux) permettront de préparer au mieux cette journée.

.....
Association / syndicat/ parti :.....
Soutient l'initiative des Etats généraux du chômage et de la précarité

Participera aux Etats-Généraux : Nom :Prénom.....Téléphone E-mail :

Répondre à : agdesprecaires@gmail.fr

Collectif pour des droits nouveaux : AC !, Actuchomage, APEIS, ATTAC Campus Quartier Latin, Collectif Féministe Ruptures, Collectif National pour les Droits des Femmes, DAL, Droits Devant !, Fondation Copernic, Génération Précaire, Marches Européennes, MNCP, No Vox, SNU-ANPE-FSU, SNU-TEFI-FSU, Stop Précarité, Union syndicale Solidaire.